



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) [PAYS]

ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET

POUR LA PERIODE JANVIER- JUIN 2013

No & Intitulé du projet	PBF/IRF-49 (00081961)		
Organe(s) bénéficiaire(s)¹:	PNUD		
Partenaires d'exécution (gouvernement, institutions de l'ONU, ONG, etc.)	UNOWA, Comité National de Pilotage de la RSS (CNP-RSS)		
Site:	Conakry		
Budget total approuvé²	1, 617,034		
Fonds engagés³	841 267 USD	% de fonds engagés / budget total approuvé:	100%
Dépenses⁴:	728 383 USD	% de dépenses / budget total: (taux d'exécution)	
Date d'approbation du projet:	20 février 2012	Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)	3 mois
Date de démarrage du projet:	<i>13 mai 2012</i>		
Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:	Novembre 2013		
Domaine de résultats attendus par le PBF⁵	RSS		
Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants	<ul style="list-style-type: none">• <i>Fournir une évaluation qualitative des progrès accomplis dans le sens des objectifs d'ensemble du projet (à la fois en termes de résultats et de produits)</i> <p>Le déploiement d'une équipe de conseil stratégique sur la Réforme du Secteur de la Sécurité a permis d'outiller les structures nationales de pilotage de la réforme. A cet égard, l'appropriation et le leadership du Comité National de</p>		

¹ Veuillez noter que, s'il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis.

² Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires.

³ Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d'activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financières des organes bénéficiaires

⁴ Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris.

⁵ Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP).

Pilotage a s'est affirmée à travers la systématisation des réunions statutaires du dispositif, et le renforcement de la coordination des interventions. A cet effet, le Président de la République, Président du Comité de Pilotage a réitéré sa volonté de finaliser avant la fin de l'année les principaux chantiers prioritaires de la réforme. Les résultats attendus en matière de conseil appui stratégique et mobilisation des ressources ont été atteints

- *Utiliser les indicateurs et l'objectif du projet pour mesurer les résultats obtenus (cf. le tableau des objectifs, à la fin du présent formulaire)*

Par principal résultat attendu, les résultats atteints dans les années précédentes se présentent ainsi qu'il suit :

Produit 1 : Les parties prenantes nationales reçoivent les avis stratégique et politique nécessaires afin d'assurer une mise en œuvre efficace d'une stratégie nationale de RSS.

Produit 2 : Un appui NU/international cohérent est assuré à la stratégie nationale de RSS

Produit 3 : Des ressources adéquates sont mobilisées pour la mise en œuvre de la stratégie de RSS

Pendant la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, les activités entreprises par le Bureau du Conseiller stratégique RSS ont principalement porté sur le renforcement des capacités du dispositif national du Comité National de Pilotage de la RSS, et l'appui au processus d'élaboration des politiques sectorielles et de la politique nationale de défense et de sécurité.

Les différents ateliers organisés à cet effet ont permis le renforcement des capacités des acteurs du comité technique de la RSS de même que des cadres du comité de pilotage.

Ces ateliers ont par ailleurs permis de finaliser les 5 politiques sectorielles de la réforme dont : la politique de la sécurité, de la défense, de la douane, de la justice et de l'environnement. Ces documents validés par les Ministres concernés et la Commission d'orientation stratégique serviront de socle à la politique nationale de défense et de sécurité dont le processus d'élaboration a été engagé.

De même, le Bureau conseil en conformité avec son mandat travaille avec la Commission Technique de Suivi et les experts de l'UE sur le processus d'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité qui a été présentée au Président de la République pour validation lors de la réunion de la Commission d'Orientation Stratégique du 19 Juin 2013.

Par ailleurs l'équipe a appuyé la finalisation d'une stratégie nationale de mobilisation des ressources pour la formulation de la Politique Nationale de Défense et de Sécurité.

Quels sont les points forts des résultats obtenus – attendus ou non?

- *Les résultats obtenus ont-ils eu des effets sur les causes et les éléments moteurs du conflit?*

Les politiques sectorielles constituent des réponses aux facteurs de conflits dans le secteur de la sécurité. A cet égard, leur finalisation permet de structurer l'intervention de l'Etat en réponse à l'insécurité.

- *Y a-t-il eu des « effets catalyseurs » - engagements de financement supplémentaire ou déclenchement de processus de paix pertinents?*

La finalisation des politiques sectorielles a permis d'effectivement engager la réflexion sur l'élaboration d'une politique nationale de défense et de sécurité. Ce travail a suscité l'intérêt et la participation de tous les acteurs impliqués dans la RSS, ainsi que les partenaires au développement.

- *Quels sont les risques / problèmes subsistants – et comment y faire face?*
- *Faut-il adapter les stratégies du projet?*

N / A

EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D'INDICATEURS: *Sur la base du Cadre de résultats des programmes à partir du Descriptif de projet, fournir, dans le tableau ci-dessous, une actualisation soulignant la conformité avec les indicateurs aux niveaux des résultats et des produits. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, ainsi que le mode de collecte envisagé pour ce type de données, et la date à laquelle la collecte aura lieu.*

	Indicateurs de performance	Données de référence en tant qu'indicateurs	Cibles fixées en termes d'indicateurs	Cibles atteintes	Raisons expliquant l'écart éventuel	Risques
Produit 1 <i>Les parties prenantes nationales reçoivent les avis stratégique et politique nécessaires afin d'assurer une mise en œuvre efficace d'une stratégie nationale de RSS.</i>	Les parties prenantes nationales ont une meilleure compréhension des enjeux politiques dans le processus de RSS	Le comité national de pilotage de la RSS (CNP-RSS) organe mis en place par le gouvernement ne fonctionne pas	Le comité national de pilotage de la RSS (CNP-RSS) est opérationnel	70 cadres sont outillés sur les principes de la RSS et les mécanismes de pilotage stratégique de la réforme (membres de la Commission technique de suivi et des comités techniques sectoriels du CNP-RSS)	Le bureau conseil a fonctionné pendant toute la période sous rubrique sans son conseiller principal qui avait démissionné	Retard dans le déploiement du nouveau conseiller principal qui a été recruté en juillet 2013
	Une stratégie nationale de RSS est adoptée et approuvée par toutes les parties prenantes, y compris par la société civile;	La réforme du secteur de la sécurité ne dispose pas de cadre stratégique	Une politique et un programme national de réforme du secteur de sécurité sont élaborés ;	Le bureau conseil a appuyé le processus d'élaboration des cinq politiques sectorielles qui serviront de socle à la politique nationale de défense et de sécurité.		
Produit 2 <i>Un appui NU/international cohérent est assuré à la</i>	Un dispositif de coordination des différentes initiatives de RSS est en place et opérationnel	Manque de concertation entre les différentes interventions nationales et internationales sur	Le processus de la RSS est cohérent et la hiérarchie onusienne à Conakry, Dakar et New York est	Plus de 5 réunions de coordination des interventions sur la RSS ont été tenues		Manque d'implication des parties prenantes dans le processus de coordination

<i>stratégie nationale de RSS</i>		la RSS	informée sur les enjeux importants afin d'assurer un appui efficace. Un groupe de coordination des partenaires est fonctionnel			Faible appropriation nationale du dispositif de la Réforme
	Les aspects sécuritaires sont intégrés dans la stratégie de la RSS	La composante sécuritaire n'est pas intégrée dans la RSS	La composante sécuritaire est intégrée dans la politique nationale de défense et de sécurité			
	La stratégie de la RSS est élaborée.	Non existence d'un plan stratégique	Le plan stratégique opérationnel de la RSS est validé	Les 05 politiques sectorielles sont validées et le processus d'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité est initié	???	
<i>Produit 3 : Des ressources adéquates sont mobilisées pour la mise en œuvre de la stratégie de RSS.</i>	Une stratégie de mobilisation de ressources est élaborée avec la Commission d'orientation stratégique de la RSS et autres parties prenantes nationales	Inexistence du document de stratégie	Une table ronde des partenaires techniques et financiers est organisée Un suivi avec les PTF est en place pour une mise en œuvre efficace de la stratégie de	-	la politique nationale de défense et de sécurité conditionne la mobilisation des ressources	Retards dans l'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité

	-		mobilisation des ressources.			
--	---	--	---------------------------------	--	--	--